

(N° 176.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1928.

Dissentiment entre la Cour des Comptes et le Département des Sciences et des Arts à propos d'un cas d'application de la loi sur l'enseignement primaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES ECONOMIES (2), PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

Le dissentiment porte sur l'interprétation de l'article 8 de la loi du 20 septembre 1884 organique de l'enseignement primaire, qui stipule que les instituteurs communaux sont choisis parmi les Belges porteurs du diplôme d'instituteur primaire.

La loi du 19 mai 1914 étend cette disposition aux écoles adoptées ou adoptables tout en respectant les situations acquises de la manière déterminée dans son article 30.

Il en résulte qu'à partir de la mise en application de cette loi aucun agent nouveau ne pouvait être admis dans les écoles primaires sans être muni du titre légal.

Les services prestés après 1914, avant l'obtention du diplôme, ne pouvaient donc être pris en considération que pour les seuls agents qui, déjà en fonctions en 1914, avaient été autorisés, en vertu de la loi, à continuer leurs services.

Pendant la période de guerre et quelque temps après l'armistice, des administrations communales et des directions d'écoles adoptées et adoptables ont admis dans leurs classes primaires des agents non diplômés qui, par la suite, acquirent le diplôme légal et continuèrent leur carrière dans l'enseignement.

Le Département des Sciences et des Arts se trouva dans l'obligation de tolérer cette situation vu la pénurie d'instituteurs diplômés et la nécessité d'assurer la continuité du bon fonctionnement des écoles.

(1) Voir l'annexe ci-jointe.

(2) La Commission est composée de : MM. Hallet, président; Pussemier, vice-président; Carlier et David, secrétaires; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) Wauwermans.

L'administration centrale, dans les premiers temps confondit, à tort, ces prestations avec les services réguliers dans la supputation des périodes donnant droit aux augmentations périodiques de traitement.

Une circulaire du Ministre des Sciences et des Arts, en date du 14 janvier 1924, mit fin à cette irrégularité en décidant toutefois que les sommes liquidées indûment resteraient acquises aux intéressés.

La Cour des Comptes fit remarquer que cette mesure était en opposition avec les dispositions légales fixant les bases des traitements, et qu'il conviendrait par conséquent de la soumettre à l'approbation du pouvoir législatif.

Mais le Conseil des Ministres, par une délibération en date du 16 mai 1927, décida d'entériner la mesure qui faisait l'objet de la circulaire.

C'est dans ces conditions que la Chambre est saisie du différend par la Cour des Comptes. Celle-ci a cru pouvoir déroger à la règle en vertu de laquelle les délibérations du Conseil des Ministres ne sortent leurs effets que si le différend que la délibération a pour objet de régler, est lié à la liquidation d'une ordonnance de paiement ou d'un ordre de virement.

Votre Commission estime que la délibération du Conseil des Ministres peut être admise; tout en rendant hommage à la grande vigilance de la Cour des Comptes, la Chambre peut se borner à prendre acte de ses observations.

Le Président-Rapporteur,

MAX HALLET.



Annexe.

COMMUNICATION DE LA COUR DES COMPTES.

L'article 8 de la loi du 20 septembre 1884 organique de l'enseignement primaire stipule que *les instituteurs communaux sont choisis parmi les Belges porteurs du diplôme d'instituteur primaire.*

La loi du 19 mai 1914 étend cette disposition aux *écoles adoptées ou adoptables* tout en respectant les situations acquises de la manière déterminée dans son article 30.

Il en résulte qu'à partir de la mise en application de cette loi aucun agent nouveau ne pouvait être admis dans les écoles primaires sans être muni du titre légal.

Les services prestés après 1914, avant l'obtention du diplôme, ne pouvaient donc être pris en considération que pour les seuls agents qui, déjà en fonctions en 1914, avaient été autorisés, en vertu de la loi, à continuer leurs services.

Or, pendant la guerre et même pendant un certain temps dans la suite, en présence de la pénurie d'instituteurs, les administrations communales et les directions d'écoles adoptées et adoptables ont admis dans leurs classes des *agents non pourvus du diplôme.*

Cette situation qui fut *tolérée* par le Département des Sciences et des Arts ne pouvait avoir pour conséquence d'attacher à ces services tous les effets légaux. Cependant, les services de l'espèce furent confondus avec les services réguliers dans la supputation des périodes donnant droit à des augmentations périodiques de traitement.

Pour justifier cette situation, le Département invoque notamment l'*impossibilité matérielle* qu'il avait éprouvée de vérifier avec toute la minutie désirable et en temps utile les milliers d'états des services du personnel enseignant, alors que la liquidation des traitements ne pouvait être retardée. Cette situation prit fin au 31 décembre 1923.

Toutefois, en vertu de la *circulaire ministérielle du 14 janvier 1924*, les sommes liquidées à tort dans ces conditions restèrent acquises aux intéressés et celles remboursées déjà par certains d'entre eux leur furent restituées.

Cette manière de faire du Département ayant pour effet de *retarder jusqu'au 1^{er} janvier 1924 l'application de la loi du 19 mai 1914*, la Cour des Comptes estimait nécessaire l'*intervention du pouvoir législatif pour ratifier la mesure prise.*

Dans une lettre adressée, le 31 août 1926, à M. le Ministre des Sciences et des Arts, elle s'exprimait ainsi :

.....

B. Questions de principe.

2) Supputation des services rendus avant l'obtention du diplôme.

Malgré les considérations invoquées dans la circulaire du 14 janvier 1924 (*Bin. S. et A., 1924, I, II, pp. 2-3*) les mesures prises en exécution de cette circulaire étant en opposition avec les dispositions légales fixant les bases des trai-

tements, il conviendrait de soumettre lesdites mesures à l'approbation du pouvoir législatif.

Comme suite à cette lettre, M. le Premier Ministre, par dépêche du 18 mai 1927, a transmis à la Cour des Comptes une *délibération prise le 16 du même mois par le Conseil des Ministres* et dont voici le texte :

Cabinet du
Premier Ministre

N° 338

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu les articles 15 et 24 de la loi organique du 19 mai 1914;

Considérant que pendant la période de guerre et quelque temps encore après l'armistice, des administrations communales et des directions d'écoles adoptées et adoptables ont admis dans leurs classes primaires des *agents non diplômés qui, par la suite, acquirent le diplôme légal* et continuèrent leur carrière dans l'enseignement;

Considérant que le Département des Sciences et des Arts se trouva dans l'obligation de *tolérer cette situation* vu la pénurie d'instituteurs diplômés et la nécessité d'assurer la continuité du bon fonctionnement des écoles;

Considérant que l'administration centrale, dans les premiers temps d'application de la loi de 1919, confondit, à tort, ces prestations avec les services réguliers dans la supputation des périodes donnant droit aux augmentations périodiques de traitement;

Vu la circulaire du 14 janvier 1924, par laquelle le Ministre des Sciences et des Arts mit fin à cette irrégularité en décidant toutefois que *les sommes liquidées indûment resteraient acquises aux intéressés*;

Attendu que la Cour des Comptes fait remarquer que cette mesure est en opposition avec les dispositions légales fixant les bases des traitements et qu'il conviendrait par conséquent de la soumettre à l'approbation du pouvoir législatif;

Considérant, toutefois, qu'il n'a jamais été question d'ériger en principe une mesure qui a été imposée par les circonstances et qui n'a pas eu pour effet de faire reconnaître les services rendus par les intéressés avant l'obtention du diplôme pour déterminer leur nouveau traitement et, plus tard, leur pension;

Considérant que cette affaire se réduit donc à une *question de pure comptabilité* qui peut être résolue conformément à l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846;

DÉCIDE :

d'entériner la mesure qui a fait l'objet de la circulaire du 14 janvier 1924 (ci-jointe en copie).

Bruxelles, le 16 mai 1927.

(Suivent les signatures de tous les Ministres.)

Les sommes liquidées indûment au profit des instituteurs non diplômés ayant été payées sur ouvertures de crédit, la Cour estime devoir faire des réserves quant à la procédure employée pour solutionner le différend et empruntée à l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846 et suivant lequel la *délibération du Conseil des*

Ministres ne peut intervenir à l'effet d'obtenir un visa avec réserve que s'il s'agit de dépenses liquidées suivant la modalité dudit article 14. Toutefois, tenant compte du but poursuivi, qui est de provoquer l'intervention du Parlement dans une matière donnant lieu à controverse, la Cour en transmettant à la Chambre des Représentants, avec ses explications la délibération reproduite ci-dessus, a cru pouvoir déroger à la règle en vertu de laquelle les délibérations du Conseil des Ministres ne sortent leurs effets que si le différend que la délibération a pour objet de régler est lié à la liquidation d'une ordonnance de paiement ou d'un ordre de virement.

Fait et délibéré en séance.

Bruxelles, le 23 juin 1927.

La Cour des Comptes

Le Greffier en chef,

DE RIJCKEN

Le Premier Président,

DE MARTEAUX.

Bruxelles, le 14 janvier 1924.

A Monsieur l'Inspecteur de l'Enseignement Primaire,

MONSIEUR L'INSPECTEUR,

L'article 24 de la loi du 19 mai 1914, disposant que les instituteurs sont choisis parmi les agents porteurs d'un diplôme d'instituteur primaire, et l'article 15 ayant généralisé la condition du diplôme, sous réserve des situations acquises, il en résultait qu'à partir de la mise en exécution de cette loi, aucun agent nouveau ne pouvait être admis dans les écoles primaires sans être muni du titre légal. Les services prestés après 1914, avant l'obtention du diplôme, ne pouvaient être pris en considération que pour les seuls agents non diplômés qui, déjà en fonctions en 1914, avaient été autorisés, en vertu de ladite loi, à continuer leurs services.

Pendant la guerre et quelque temps encore après l'armistice, des administrations communales et des directions d'écoles adoptées et adoptables, ont admis, dans leurs classes, des agents non diplômés. En présence de la pénurie d'instituteurs diplômés, mon département a toléré cette situation, mais cette tolérance ne pouvait avoir pour effet d'attacher à ces services tous les effets légaux.

En fait, les services de l'espèce ont été, dans le passé, confondus avec les services réguliers dans la supputation des périodes donnant droit à des augmentations périodiques de traitement. Cette pratique s'explique notamment par l'impossibilité matérielle de vérifier avec toute la minutie désirable et en temps utile les milliers d'états de services du personnel enseignant, alors que la liquidation des traitements ne pouvait être retardée. Il n'en sera plus ainsi à partir du 31 décembre 1923. Toutefois les sommes liquidées dans ces conditions resteront acquises aux intéressés, et les sommes remboursées déjà par quelques-uns d'entre eux leur seront restituées.

Ces dispositions sont également applicables aux instituteurs qui ont subi leur premier examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest, organisés par l'administration séparatiste flamande. Jusqu'au jour où ils ont acquis leur deuxième diplôme, les agents en cause sont considérés comme non diplômés

et les services qu'ils ont rendus comme tels ne pourront plus être admis dans le calcul de leurs augmentations légales. Mais ici encore les sommes liquidées demeurent acquises et, le cas échéant, les sommes déjà remboursées seront restituées.

La situation est différente pour les agents qui ont obtenu, en 1918, aux écoles normales de Lierre, Huy, et Gand, le diplôme d'instituteur, et qui, en 1920, ont été admis à subir un examen de sortie spécial. En effet, les raisons qui ont justifié l'annulation du premier diplôme, ne sont pas valables pour cette catégorie d'agents; leur diplôme, délivré en 1920, a été rendu valable à dater du 2 octobre 1918.

Vous voudrez bien, Monsieur l'Inspecteur, porter ce qui précède à la connaissance des directions des écoles primaires de votre ressort. Vous inviterez les agents qui ont été diplômés en 1918, aux écoles normales de Gand, Lierre et Huy (pour cette dernière école normale, en ce qui concerne les quatre récipiendaires qui ont été rappelés en 1920), à envoyer leur diplôme de 1920 à l'administration de l'Enseignement normal, qui y apposera la mention de validation rétroactive dont il est question ci-dessus.

La présente revêt un caractère d'urgence.

Le Ministre,

P. NOLF.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1928.

Wetsontwerp

Meeningsverschil tusschen het Rekenhof en het Departement van Kunsten en Wetenschappen naar aanleiding van een geval van toepassing van de wet op het lager onderwijs (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

Het meeningsverschil betreft de verklaring van artikel 8 der wet van 20 September 1884 tot inrichting van het lager onderwijs, waarbij bepaald wordt dat de gemeenteonderwijzers gekozen worden onder de Belgen die in het bezit zijn van het diploma van lager onderwijzer.

Door de wet van 19 Mei 1914 wordt bedoelde bepaling uitgebreid tot de aangenomen of aanneembare scholen, mits de toestanden, verkregen op de bij artikel 30 omschreven wijze, te eerbieden.

Het gevolg er van is dat, te rekenen van het van kracht worden van die wet, geen nieuwe leerkracht in de lagere scholen mocht worden aangesteld, zonder in het bezit te zijn van den wettelijken titel.

De na 1914, vóór het bekomen van het diploma, verstrekte diensten, mochten dus slechts in aanmerking komen voor de enkele agenten die, reeds in functie in 1914, krachtens de wet er toe gemachtigd werden hun bediening voort te zetten.

Gedurende den oorlog en enkelen tijd na den wapenstilstand, hebben gemeentebesturen en besturen van aangenomen en aanneembare scholen, in hun lagere klassen, niet gediplomeerde agenten aangenomen die, vervolgens, het wettelijk diploma behaalden en hun loopbaan in het onderwijs voortzetten.

Het Departement van Kunsten en Wetenschappen zag zich gedwongen dien

(1) Zie bijlage.

(2) De Commissie is samengesteld uit de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, onder-voorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (A.), Debonne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Aekere (F.), Wauwermans.

toestand te dulden omdat er te weinig gediplomeerde onderwijzers waren en het, anderzijds noodig was in de voortzetting van de behoorlijke werking der scholen te voorzien.

In de eerste tijden, maakte het Hoofdbestuur, ten onrechte, geen onderscheid tusschen die dienstverstrekkings- en de regelmatige diensten, waar het gold de tijdsbestekken te berekenen die recht geven op de periodieke weddeverhogingen.

Een omzendbrief van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, gedagteekend 14 Januari 1924, maakte aan die onregelmatigheid een einde, terwijl hij nochtans besliste dat de ten onrechte uitbetaalde bedragen den belanghebbenden ten goede bleven.

Het Rekenhof liet opmerken dat die maatregel in strijd was met de wetsbepalingen waarbij de grondslagen der wedden worden bepaald, en dat het bijgevolg paste bedoelden maatregel aan de wetgevende macht ter goedkeuring voor te leggen.

Doch de Ministerraad besloot, bij beslissing van 16 Mei 1917, den maatregel waarover de omzendbrief handelde, te bekrachtigen.

In die voorwaarden, is het, dat het meeningsverschil door het Rekenhof ahangig gemaakt werd bij de Kamer. Het heeft gemeend te mogen afwijken van den regel krachtens welken de beslissingen van den Ministerraad slechts van kracht zijn indien het meeningsverschil, dat de getroffene beslissing voor doel heeft te regelen, verband houdt met de vereffening van een betalingsbevel of van een overschrijvingsbevel.

Uwe Commissie is van oordeel dat de beslissing van den Ministerraad kan aangenomen worden ; zonder na te laten hulde te brengen aan de groote waakzaamheid van het Rekenhof, kan de Kamer zich er bij beperken van die opmerkingen akte te nemen.

De Voorzitter-Verlaggever,

MAX HALLET.

Bijlage.

MEDEDEELING VAN HET REKENHOF.

Bij artikel 8 der wet van 20 September 1884 tot inrichting van het lager onderwijs, wordt bepaald dat de *gemeentonderwijzers gekozen worden onder de Belgen die in het bezit zijn van het diploma van lager onderwijzer.*

Bij de wet van 19 Mei 1914, wordt die bepaling uitgebreid tot de aangenomen of aanneembare scholen, *mits de toestanden, verkregen op de in haar artikel 30 omschreven wijze, te eerbiedigen.*

Het gevolg daarvan is dat, te rekenen van het van kracht worden van die wet, geen nieuw agent in de lagere scholen mocht worden aangenomen zonder in het bezit te zijn van den wettelijken titel.

De na 1914, vóór het bekomen van het diploma, verstrakte diensten, mochten dan slechts in aanmerkingen komen voor de agenten die, reeds in functie, in 1914, krachtens de wet er toe gemachtigd werden hun bediening voort te zetten.

Gedurende den oorlog en enkelen tijd na den wapenstilstand, hebben de gemeentebesturen en de besturen van aangenomen en aanneembare scholen in hun klassen *agenten aangenomen die geene diploma hadden.*

Die toestand die door het Departement van Kunsten en Wetenschappen *geduld* werd, kon niet voor gevolg hebben aan die diensten al de wettelijke gevolgen te hechten. Desondanks, werden dergelijke diensten met de regelmatige diensten gelijkgesteld bij het berekenen van de tijdperken die recht geven op periodieke weddeverhoogingen.

Om dien toestand te wettigen, beroept zich het Departement inzonderheid op de *stoffelijke onmogelijkheid* welke het had ondervonden om met al de gewenschte nauwgezetheid en te bekwamer tijd de duizende dienststaten van het onderwijzend personeel *na te gaan*, terwijl de uitbetaling van de wedden niet kon vertraagd worden. Die toestand nam een einde op 31 December 1923.

Krachtens den ministerieelen omzendbrief van 14 Januari 1924, echter bleven de aldus ten onrechte uitbetaalde bedragen ten goede van de belanghebbenden, terwijl die welke door sommigen reeds werden terugbetaald, hun weergegeven werden.

Daar die handelwijze van het Departement voor gevolg had *de toepassing van de wet van 19 Mei 1914 tot 1 Januari 1924 te vertragen*, oordeelde het Rekenhof het noodig dat de wetgevende macht zou tusschenbeide komen *om den getreffen maatregel te bekrachtigen.*

In een brief, welken het Hof op 31 Augustus 1926 tot den Minister van Kunsten en Wetenschappen richtte, drukte het zich uit als volgt :

.....

B) Beginselkwesties :

2) *Berekening van de diensten bewezen vóór dat het diploma behaald werd.*

Ondanks de beschouwingen aangevoerd in den omzendbrief van 14 Januari 1924 (Bull. K. en W. 1924, I, II, blz. 2-3), aangezien de ter uitvoering van dien omzendbrief getroffen maatregelen strijdig zijn met de wetsbepalingen waarbij de grondslagen der wedden worden bepaald, zou het passen bedoelde maatregelen aan de wetgevende macht ter goedkeuring vóór te leggen.

.

Naar aanleiding van dien brief, heeft de Eerste Minister, bij schrijven van 18 Mei 1927, aan het Rekenhof een *besluit* medegedeeld, door den Ministerraad genomen den 16ⁿ van dezelfde maand en luidende als volgt :

Kabinet van den
Eersten Minister.

N^o 338.

DE MINISTERRAAD,

Gezien de artikelen 15 en 24 van de organieke wet van 19 Mei 1914 ;

Overwegende dat, gedurende het tijdperk van den oorlog en enkelen tijd nog na den wapenstilstand, gemeentebesturen en besturen van aangenomen en aanneembare scholen in hun lagere klassen *niet gediplomeerde agenten* hebben aangenomen die, vervolgens, *het wettelijk diploma behaalden* en hun loopbaan in het onderwijs voortzetten ;

Overwegende dat het Departement van Kunsten en Wetenschappen zich gedwongen zag *dien toestand te dulden* in verband met het ontoereikend getal gediplomeerde onderwijzers en de noodzakelijkheid om de behoorlijke werking van de scholen voort te zetten ;

Overwegende dat het hoofdbestuur, in de eerste tijden dat de wet van 1919 van kracht was, ten onrechte geen onderscheid maakte tusschen die dienstverstrekingen en de regelmatige diensten, waar het gold de tijdperken te berekenen die recht geven op de periodieke weddeverhoogingen ;

Gezien den omzendbrief van 14 Januari 1924, waarbij de Minister van Kunsten en Wetenschappen aan die onregelmatigheid een einde stelde door te beslissen dat de *ten onrechte uitbetaalde bedragen evenwel ten goede bleven van de belanghebbenden* ;

Overwegende dat het Rekenhof doet opmerken dat die maatregel strijdig is met de wetsbepalingen, waarbij de grondslagen van de wedden bepaald worden en dat het bijgevolg zou passen hem aan de wetgevende macht ter goedkeuring voor te leggen ;

Overwegende, echter, dat er nooit spraak van geweest is, een maatregel die door de omstandigheden werd opgelegd en die slechts ten gevolge had de diensten te doen erkennen bewezen door de belanghebbenden vóór dat zij het diploma behaald hadden om hun nieuwe wedde en later hun pensioen vast te stellen, tot een beginsel te verheffen ;

Overwegende dat die zaak dus weer komt op een louter kwestie van comptabiliteit die opgelost kan worden overeenkomstig artikel 14 der wet van 29 October 1846.

BESLIST :

den maatregel, die het voorwerp uitmaakt; van den omzendbrief van 14 Januari 1924 (in afschrift hierbijgevoegd) te bekrachtigen.

Brussel, 16 Mei 1927.

(Volgen : de handteekeningen van al de Ministers.)

Daar de sommen, die ten onrechte werden vereffend ten voordeele van de niet-gediplomeerde onderwijzers, betaald werden op credietopeningen, *meent het Hof voorbehoud te moeten maken wat aangaat de procedure die gevolgd werd om het meningsverschil op te lossen en die ontleend werd aan artikel 14 der wet van 29 October 1846, krachtens hetwelk de beslissing van den Ministerraad slechts mag tusschenbeide komen om een visum onder voorbehoud te bekomen, wanneer het uitgaven geldt vereffend volgens de modaliteit in bedoeld artikel 14 voorzien.* Rekening houdende, echter, met het nagestreefde doel, namelijk de tusschenkomst van het Parlement uit te lokken in een zaak die tot betwisting aanleiding geeft, zoo heeft het Hof, waar zij aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te zamen met haar uitleggingen, het hierboven overgenomen besluit overmaakt, *gemeend te kunnen afwijken van den regel krachtens welken de besluiten van den Ministerraad slechts van kracht zijn indien het meningsverschil, dat het besluit voor doel heeft te regelen, verband houdt met de vereffening van een betalingsbevel of van een overschrijvingsbevel.*

Gedaan en na beraad besloten in vergadering, te Brussel, 23ⁿ Juni 1927.

Het Rekenhof :

De Hoofdgriffier,
DE RYCKER.

De Eerste Voorzitter,
DEMARTEAUX.

Brussel, den 14ⁿ Januari 1924.

Mijnheer de Opziener van het Lager Onderwijs,

MIJNHEER DE OPZIENER,

Daar artikel 24 van de wet van 19 Mei 1914 bepaald heeft dat de onderwijzers gekozen worden onder de agenten die in het bezit zijn van een diploma van lager onderwijzer, en daar artikel 15 de voorwaarde van het diploma algemeen heeft gemaakt, onder voorbehoud van de verkregen toestanden, zoo sproot daaruit voort dat, te rekenen van de uitvoering van die wet, geen nieuw agent in de lagere scholen mocht worden aangenomen zonder voorzien te zijn van den wettelijken titel. De na 1914, vóór het bekomen van het diploma, gepresteerde diensten mochten slechts in aanmerking komen voor de niet-gediplomeerde agenten die, reeds in bediening, in 1914, krachtens bedoelde wet er toe gemachtigd werden hun diensten voort te zetten.

Gedurende den oorlog en enkelen tijd nog na den wapenstilstand, hebben gemeentescholen en besturen van aangenomen en aanneembare scholen in hun klassen niet-gediplomeerde agenten aangenomen. Daarerte weinig gediplomeerde onderwijzers voorhanden waren, heeft mijn Departement dien toestand geduld,

doch die toegevendheid mocht niet ten gevolge hebben dat aan die diensten al de wettelijke gevolgen werden gehecht.

Feitelijk, werden dergelijke diensten, voorheen, gelijkgesteld met de regelmatige diensten bij het berekenen van de tijdperken die recht geven op periodieke weddeverhoogingen. Die praktijk is inzonderheid te verklaren door de stoffelijke onmogelijkheid om met al de gewenschte nauwgezetheid en te bekwaamer tijd de duizenden dienststaten van het onderwijzend personeel na te gaan, terwijl de vereffening van de wedden niet mocht vertraagd worden. Te rekenen van 31 December 1923, zal zulks niet meer het geval zijn. De bedragen echter, die in die voorwaarden werden vereffend, blijven ten goede van de belanghebbenden, en de reeds door sommigen onder hen terugbetaalde bedragen zullen hun worden weergegeven.

Die bepalingen zijn eveneens toepasselijk op de onderwijzers die hun eerste examen hebben afgelegd voor de Middenjury's te Gent, te Laken en te Vorst, ingericht door het Vlaamsch separatistisch bestuur. Tot den dag waarop zij hun tweede diploma zullen bekomen, worden die agenten beschouwd als zijnde niet gediplomeerd en de diensten die zij als dusdanig bewezen, mogen niet meer in aanmerking komen bij het berekenen van hun wettelijke verhoogingen. Maar hier nog blijven de vereffende bedragen ten goede van die agenten en in voorkomend geval zullen de reeds terugbetaalde bedragen hun teruggegeven worden.

De toestand is anders voor de agenten die in 1918 in de normaalscholen, te Lier, Hoei en te Gent het diploma van onderwijzer hebben behaald en die, in 1920 werden toegelaten om een bijzonder uitgangsexamen te ondergaan. Inderdaad, de redenen die de nietigverklaring van het eerste diploma hebben gewettigd, gelden niet voor die categorie van agenten; hun diploma, dat in 1920 afgeleverd werd, werd te rekenen van 2 October 1918 geldig verklaard.

Gelieve, Mijnheer de Opziener, het bovenstaande ter kennis te brengen van de besturen der lagere scholen in uw ambtsgebied. Gij zult de agenten die gediplomeerd werden in 1920, in de normaalscholen, te Gent, te Lier en te Hoei (voor deze laatste normaalschool, wat betreft de vier recipiendi die in 1920 teruggeroepen werden), verzoeken hun diploma van 1920 te sturen aan het bestuur voor normaalonderwijs dat er de noodige vermelding zal op aanbrengen, met het oog op de hierboven bedoelde geldigverklaring.

Dit schrijven moet als spoedeischend aangezien worden.

De Minister,

P. NOLF.

